

## **Un 3<sup>e</sup> village olympique, à Saint-Jean-de-Sixt sur des terres agricoles ?**

**Le CAO dénonce depuis le début, que des terres agricoles et de nombreux alpages seront fortement impactés par les infrastructures nécessaires à l'organisation des JO.**

Le site internet du Conseil Général de Haute-Savoie raconte des balivernes en annonçant que seul 1 hectare et des brouettes de terres agricoles seront consommés par les équipements nécessaires au bon déroulement des Jeux. Hors, le CAO apprend que la candidature chercherait depuis quelques jours à construire un troisième village olympique afin d'accueillir 1.200 athlètes à Saint-Jean-de-Sixt ! Qui pour démentir ce projet ?

Une fois de plus, les souteneurs de la candidature nous donnent à voir un dossier bâclé et inabouti avec un nouveau village olympique qui sortirait de leur chapeau. Contrairement à leurs affirmations, leur dossier n'est pas idéal. Il n'est tout simplement pas prêt ! Une nouvelle fois, il s'assoierait sur le travail d'élaboration du SCOT en positionnant les infrastructures des Jeux sur des zones agricoles stratégiques (voir cartes des Confins et de St-Jean-de-Sixt). Le temps presse, la décision devrait être prise par l'équipe municipale de St-Jean-de-Sixt dans les prochains jours afin de remettre le dossier complet au CIO le 11 janvier 2011. Ce serait combien d'agriculteurs ? 1, 2 plutôt 3, qui feraient les frais de ce projet gigantesque. Il est temps de mettre un terme, au plus vite, à des pratiques malhonnêtes et irrespectueuses pour leur délire de Jeux-Olympiques, qui au final détruiraient des outils de travail, un savoir faire, et une agriculture bien mal en point. Comme à leur habitude, ils nous sortent de grands discours pour aider le monde agricole et, dans le même temps, ne se gênent pas pour mettre en péril des exploitations et les familles qui en vivent. Tout cela pour trois semaines d'une soi-disant «fête», à grands coups de milliards d'euros !

Le CAO ne laissera pas la candidature se servir du patrimoine commun. D'ores et déjà nous demandons la plus grande vigilance générale et importante des syndicats agricoles pour ne pas laisser faire. Nous appelons la population locale à réagir très fortement pour faire stopper immédiatement ceux qui se croiraient tout permis au nom de leur mégalomanie et de leur folie qui dure depuis 2 ans. Le CAO demande aux administrés et aux agriculteurs de la Vallée de Thônes, de St-Jean-de-Sixt, des Aravis, de faire bloc et de faire savoir à leurs élus qu'ils refuseront catégoriquement ce projet de village olympique sur leurs terres agricoles !

Depuis la démission d'Edgard Grospron, la candidature communique à tue-tête qu'il faut encore plus d'argent pour sauver Annecy 2018. L'argent ne sauvera rien ! Le problème est tout autre, Annecy n'a pas été capable et reste incapable de produire un dossier technique à la hauteur des exigences du CIO. Les souteneurs de la candidature sont tout simplement partis la fleur au fusil et aujourd'hui ils s'en brûlent les ailes.

Après les mensonges du Conseil Général, c'est au tour de la ministre des Sports, certainement mal informée, de mentir en annonçant devant les députés que 70 % des sites seraient conformes aux normes du CIO, alors que la plupart n'existent tout simplement pas ! Pour la énième fois, le CAO rappelle que ce sont 20 millions d'euros qui sont dépensés en pure perte pour une candidature, qui n'est pas à la hauteur, pour l'organisation de Jeux Olympiques, qui ne sont que dérives, très loin des préoccupations quotidiennes des Français et inadaptés aux besoins vitaux des populations.

**Le CAO a une solution, et propose à messieurs les élus et sportifs, souteneurs de la candidature, d'organiser les JO dans leurs jardins ! Ou mieux, d'abandonner ce projet qui n'est pas à leur portée et que nous ne voulons pas !**



*Comité anti olympique Annecy - CAO*